



La tragédie vénézuélienne: les États-Unis projettent un nouveau coup d'État en Amérique latine

Par [Gabriella Lima](#)

Mondialisation.ca, 06 mars 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Analyses: ["Putsch" au Venezuela](#)

Washington mène une opération de grande ampleur visant à renverser le gouvernement légitime du Venezuela. Afin de promouvoir leurs intérêts dans la région, les pouvoirs étasuniens envisagent d'aller jusqu'à l'assassinat du président Maduro.

Lors de son intervention à CNN le 24 février, le secrétaire d'État américain, Mike Pompeo, a ouvertement [annoncé](#) l'intention de Washington de « passer aux actes » pour soutenir l'opposant Juan Guaidó. Il n'a pas manqué d'ajouter que « les jours de Nicolas Maduro étaient comptés ».

Ainsi, Washington a démontré une nouvelle fois que le règlement pacifique de la question vénézuélienne n'est point sa priorité. Le scénario américain ne prévoit pas une issue à la crise. Au fait, il repose sur les intérêts financiers et politiques étasuniens que les services spéciaux et les agents de la Maison Blanche sont prêts à défendre. Par tous les moyens et à toutes échelles. C'est notamment cela, et non pas la crise au Venezuela, qui a provoqué l'émergence de l'opposant loyal, un pantin de Washington, Juan Guaidó, dont la légitimation du pouvoir garantirait aux États-Unis l'accès aux ressources du pays et renforcerait l'influence américaine dans la région. Voilà pourquoi le département d'État s'est précipité à apporter son soutien à l'opposition vénézuélienne.

Soutien militaire

Les États-Unis ont recours à leurs forces et services spéciaux pour renverser le gouvernement au Venezuela. De surcroît, ils planifient de transférer des armes aux opposants via les pays voisins.

Les déclarations menaçantes de Pompeo ont succédé à une journée de violences aux frontières colombiennes. C'est là où Guaidó et ses partisans s'étaient dirigés sous prétexte de faire passer une aide humanitaire américaine. Une telle coordination des actions suscite des questions. Il est bien probable que Washington considère la Colombie comme une base de départ pour lancer une intervention militaire au Venezuela. Or, c'est là où les États-Unis transfèrent des forces spéciales en dépit du mécontentement de la population.

Une telle coopération s'explique par le fait que le gouvernement colombien est depuis longtemps contrôlé par Washington. C'est sous l'administration de Bush que Bogota a [commencé](#) d'obtenir des financements solides en provenance des USA. Pourtant, ces investissements n'ont pas bien amélioré le paysage économique en Colombie. Les experts estiment plutôt le contraire. En effet, [d'après un économiste colombien Álvaro Pardo](#), la Colombie est aujourd'hui dans une situation économique pire qu'en 2003. Ainsi que

Venezuela, elle subit une crise économique grave. Mais Washington ne se dépêche pas de sauver la population colombienne et renverser le gouvernement. Car les États-Unis financent seulement les projets profitables.

Soutien financier

Alors qu'elle dépense d'énormes sources pour couvrir les opérations de ses forces, la Maison Blanche a trouvé un moyen d'économie concernant le soutien aux partisans de Guaido.

En effet, les États-Unis ont gelé des avoirs vénézuéliens. Il est évident qu'ils projettent d'investir cet argent de Caracas dans l'opération visant à garantir la légitimité du président autoproclamé.

Cela confirme de plus l'intention de la Maison Blanche d'éliminer le chef d'État actuel et la négligence des autorités américaines envers les Vénézuéliens.

Soutien informationnel

Outre le soutien militaire et financier, Washington fait circuler des messages sur la violence du gouvernement vénézuélien visant à saboter le président et semer le chaos pour promouvoir les intérêts de sa créature.

Heureusement, beaucoup d'Européens, ayant un esprit critique, analysent ces informations et n'hésitent pas à exprimer leurs préoccupations.

Certes, Washington recourt à tous les moyens pour renverser le gouvernement non grata, se justifiant toujours par de belles notions, « liberté » et « démocratie ». L'issue d'une telle ingérence est prédictible. Car les États-Unis ont réalisé un pareil scénario à plusieurs reprises.

Gabriella Lima

La source originale de cet article est [Mondialisation.ca](https://mondialisation.ca)
Copyright © [Gabriella Lima](https://mondialisation.ca), Mondialisation.ca, 2019

Articles Par : [Gabriella Lima](https://mondialisation.ca)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](https://mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](https://mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](https://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif.

Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca